

« Mères porteuses : l'asservissement de la femme, l'instrumentalisation de l'enfant, par Elizabeth Montfort* | Page d'accueil | Révision constitutionnelle : la mue de la chauve-souris, par Fr. de Lacoste Lareymondie* »

03 juillet 2008

Livre blanc de la défense : un coup d'épée dans l'eau, par Lucien Chardon*



Les grandes lignes du livre blanc de la défense et de la sécurité nationale sont simples. La France prend acte de la fin du risque de grand conflit bipolaire et de la réalité des missions militaires aujourd'hui : à savoir principalement des opérations extérieures, de plus ou moins grande ampleur, de plus ou moins longue durée, de plus ou moins haute intensité, seule ou dans le cadre de coalitions, avec presque toujours un volet humanitaire, et généralement sous mandat international. D'autre part, la France prend acte de l'insuffisance chronique de ses crédits militaires et des lourdes conséquences de ces restrictions sur l'état des équipements.

Au final, il en résulte une réduction à peu près homothétique du format des armées pour les faire entrer au moindre mal dans un budget réduit, en privilégiant la capacité d'intervention et en sacrifiant les restes de l'armée de masse de la guerre froide. La présentation qu'en ont fait les médias était correcte ; les **officiels** et les **critiques compétents** ont dit l'essentiel. Mais une autre lecture reste à faire, en creux, de ce que ce livre blanc ne dit pas.

1/ La politique étrangère française



À propos

Notes récentes

Non à la propagande des lobbies gays à l'école

Le Congo s'enfoncé dans une guerre anarchique...

Révision constitutionnelle : la mue de la...

Livre blanc de la défense : un coup d'épée dans...

Mères porteuses : l'asservissement de la femme,...

Dans le bilan qui est fait de la situation géopolitique mondiale, un point est curieusement omis : la tradition française d'une diplomatie mondiale active. Certes le statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU est rappelé (p. 115), mais dans le cadre de la légitimation des interventions extérieures. Ce qui est en jeu va bien au-delà, c'est la politique étrangère française telle que les dirigeants politiques la conduisent. Or l'armée en est un outil majeur et la condition de sa crédibilité. Il est significatif que le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale n'en parle jamais et que le rôle propre du ministre des Affaires étrangères tienne en moins d'une page (p. 259). La tradition diplomatique française est si évidente qu'elle n'est pas mentionnée, mais elle n'est pas prise en compte non plus. L'écart entre l'ambition mondiale de la France et la réduction de son armée ne manquera pas de conduire à des impasses, voire à des fiascos.

Cette situation n'est pas sans analogie avec celle des années 1930, où la France déployait une diplomatie offensive d'encerclement de l'Allemagne, alors que ses armées étaient organisées selon un modèle défensif derrière la ligne Maginot.

2/ Le temps des armées

La conception, le développement, la production et l'emploi des matériels militaires se font dans un temps très long. Il en va de même pour l'élaboration des doctrines d'emploi des armes et pour la formation des hommes. L'horizon affiché du livre blanc – 2015 pour le moyen terme et 2025 pour le long terme – n'est pas crédible. Le format de l'armée en 2015 est par nature inscrit dans les choix qui ont été faits dans les années 1990, et celui de 2025 est déjà en grande partie conditionné par les décisions prises depuis 2000. Les orientations arrêtées aujourd'hui impacteront l'armée à l'horizon 2030-2040. Or l'analyse géostratégique sur laquelle s'appuie le livre blanc s'arrête en 2025. Ainsi, en ne mettant pas en chantier un second porte-avions, la France se prive non seulement de la permanence d'un groupe aéronaval à la mer, mais surtout de la capacité à remplacer à terme le porte-avions actuel, car le savoir-faire aura été perdu.

3/ La France vulnérable à un conflit majeur

En explicitant les hypothèses qui fondent le format des armées, le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale révèle du même coup les limites du dispositif militaire français. Ainsi, il est clairement dit que, « pour les quinze ans à venir, il ne semble plus que la France coure le risque d'une invasion » (p. 69) et que « des opérations strictement militaires sur le territoire national sont exclues à l'horizon prévisible » (p. 129). Il n'est pas clair, en revanche, si ces affirmations couvrent les DOM-TOM...

Quoi qu'il en soit, ces présupposés commandent la réduction des armées. La France renonce ainsi à pouvoir être l'acteur principal d'un conflit étendu. D'où le ralliement sans réserve à

Un manuel de propagande contraceptive à l'école

Les vaines liturgies de Mai 68, par François et...

Chantal Delsol : "Le père chassé de sa maison"

Mai 68, leçon économique : la congélation des...

Une idée laïque : la reconnaissance civile du...

Commentaires récents

ведение контекстной рекламы sur Comment voter ? Les évêques américains s'engagent

Дизайн интерьера Москва sur Comment voter ? Les évêques américains s'engagent

cheap true religion jeans sur Le statut du beau-parent : juridiquement...

xmallorca sur Cavanaugh : l'économie chrétienne du...

Nicolas sur Mgr Crepaldi : "L'Église est contre l'idéologie..."

trirtyBuitozy sur Comment voter ? Les évêques américains s'engagent

Crooks sur Mai 68, leçon économique : la congélation des...

Crooks sur Mai 68, leçon

l'OTAN, car nul n'est dupe que l'appel insistant à l'Europe de la défense relève du vœu pieux tant l'unanimité sur ces questions sensibles est impossible à 27. Le non irlandais au référendum sur le traité de Lisbonne vient de le rappeler.

4/ La réaffirmation du nucléaire

En réalité, face à l'éventualité d'une guerre majeure qui menacerait les intérêts vitaux de la France, la seule option sera soit le recours aux armes nucléaires, soit l'abstention faute de moyens alternatifs. D'où la nécessité réaffirmée d'une capacité nucléaire, certes minimale mais crédible. Cette option pose pourtant plus de problèmes qu'elle en résout.

En premier lieu – il faut le réaffirmer face au relativisme d'un faux « réalisme politique » et à l'obscurcissement des consciences sur ce point précis –, la perspective de l'usage d'armes nucléaires est *moralement inacceptable*. L'Église la condamne et appelle à y renoncer :

« "Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants, est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation" (GS80, §4). Un risque de la guerre moderne est de fournir l'occasion aux détenteurs des armes scientifiques, notamment atomiques, biologiques ou chimiques, de commettre de tels crimes. » (Catéchisme de l'Église catholique, § 2314)

Ensuite, l'arme nucléaire est *inefficace* car elle ne vaut que contre les États constitués, à l'heure où les principales sources d'insécurité sont des terroristes ou des insurgés, et où les États n'ont cessé de se fragmenter en petits pays, comme le prouve l'augmentation du nombre de membres de l'ONU. Le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale ne mentionne à ce sujet aucun ennemi à la France ni aucun État présentant quelque menace pour ses intérêts vitaux. Dans cette configuration, on voit mal le sens d'une capacité de dissuasion qui ne s'adresse à personne.

Pire encore, l'arme nucléaire est *dangereuse*, d'autant plus que la possibilité de donner un « avertissement nucléaire » est explicitement envisagée (p. 69). Face à un pays qui dispose d'armes de destruction massive, un tir – même quasi-chirurgical – pourrait engendrer une réponse puis une escalade, car le passage au feu nucléaire constitue quoi qu'il arrive un saut dont personne ne peut anticiper les conséquences. Quant aux pays qui ne disposent pas de telles armes, c'est entretenir chez eux la perception que la France est un pays agressif, sinon encore colonialiste, et nourrir ainsi le ressentiment, la course aux armements et le terrorisme international. Le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale souligne à juste titre que « la puissance occidentale, l'obsession de sécurité qui l'anime depuis 2001, la façon dont elle s'exprime, sont souvent perçues comme agressives » (p. 35), mais il n'en tient pas compte, on le voit.

économique : la congélation des...

Nina_Tool sur Un manuel de propagande contraceptive à l'école

sonia sur Le rôle de la justice évolue : de la punition à...

Archives

2008-12

2008-11

2008-07

2008-06

2008-05

2008-04

2008-03

2008-02

2008-01

2007-12

Toutes les archives

Catégories

Défense

Doctrine

Education

Eglise

Enquête

Etudes

Enfin, cet armement mobilise des moyens financiers considérables ; il constitue même le premier budget d'investissement des armées. En ces temps de restrictions budgétaires fortes, et alors qu'il y a un réel besoin de matériels adaptés pour les interventions extérieures où l'armée française est engagée au quotidien, il est inconcevable que la reconduction de cette stratégie de dissuasion somptuaire se soit encore une fois décidée dans le silence.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'arme nucléaire ne fait plus l'objet d'aucune discussion publique depuis les années 1970, et les militaires eux-mêmes sont littéralement interdits de parole sur cette question. La fin de la menace soviétique n'y a rien changé. Du côté politique, le statut de puissance nucléaire permet de maintenir l'illusion de l'importance mondiale de la France, ce qui empêche l'émergence de toute contradiction. En réalité, le maintien d'une force de dissuasion nucléaire aurait dû faire l'objet d'un grand débat de fond, d'autant plus qu'il s'agit d'une question civile – aux dires mêmes des militaires – car c'est le politique qui en dispose directement, et l'armée n'en est que chargée de la mise en œuvre. Inutiles, coûteux et sur-armés, nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sont peut-être notre ligne Maginot de ce début de XXIe siècle.

5/ Face à un scénario Malouines

Pour tester le modèle de défense proposé par le livre blanc, supposons qu'une puissance militaire de taille moyenne et disposant d'une capacité nucléaire (comme la Chine, l'Inde ou le Pakistan) décide d'envahir la Nouvelle-Calédonie, la Réunion ou la Polynésie française, pour des raisons stratégiques régionales. La surprise et la domination numérique de l'assaillant lui donneront aisément la victoire. Que fera alors la France ? Les 5 000 hommes prévus pour les réactions rapides seront-ils assez nombreux pour reconquérir une grande île lointaine ? Probablement pas. Sinon, la France pourra-t-elle réunir assez tôt le corps expéditionnaire nécessaire ?

Au niveau actuel des opérations extérieures, elle devra abandonner certains théâtres et se décrédibilisera. Usera-t-elle de la force nucléaire pour faire plier l'envahisseur ? Le résultat en serait trop incertain. Par quels alliés sera-t-elle soutenue ? Ici, nulle certitude eu égard aux pays impliqués. Pis encore, la capacité de réaction de la France dépendra d'un seul groupe aéronaval, qui n'est disponible qu'à 65 %. Et si le porte-avions est atteint dans les combats, ce qui ne peut être exclu, la France n'aura plus aucun moyen d'intervention.

On voit ici que la question n'était pas d'avoir un ou deux porte-avions mais deux ou trois. L'oubli de l'hypothèse où un groupe aéronaval est mis hors de combat témoigne d'un sentiment d'invulnérabilité totalement irréaliste et qui peut conduire à des catastrophes d'autant plus grandes que leur possibilité avait été écartée. Or, en matière militaire, par nature, rien n'est invulnérable et tout doit pouvoir être remplacé.

Idées

International

Livres

Politique

Société



Novembre 2011

D	L	M	M	J	V	S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

6/ Le renseignement

À juste titre, le livre blanc de la défense et de la sécurité nationale met l'accent sur le renseignement. Cependant, la création d'un échelon supérieur commun, avec le Conseil national du renseignement, ne fera pas davantage travailler ensemble des services qui l'ont toujours refusé. De même, la fusion de la DST et des RG ne sera pas efficace par le seul fait qu'elle est logique et qu'elle a été décidée. Les changements se feront si les personnels concernés y sont incités. L'expérience des rapprochements ratés dans le monde des affaires est un exemple à méditer, et les bonnes pratiques pour éviter les échecs n'ont rien d'évident. Il faut espérer que la conduite de ce changement sera correctement gérée, car le risque est la désorganisation effective du renseignement tout le temps de la transition.

De plus, il ne suffit pas d'améliorer la collecte des informations, de constituer des bases de données interfaçables et des moyens de consultation partagés. Comme chacun sait, trop d'informations tue l'information. Pour être efficace, le renseignement doit être : 1/ correctement sélectionné dans la masse des informations produites ; 2/ entendu par les décideurs politiques. C'est toute la question de la capacité de ces derniers à écouter les porteurs de mauvaises nouvelles...

7/ Le terrorisme

Le livre blanc compte évidemment le terrorisme parmi les risques majeurs contemporains. Mais faute d'une analyse correcte de la nature de cette menace, il ne propose aucun remède satisfaisant. En effet, tant que le terrorisme est une affaire de moyens d'action et de dégâts potentiels, les outils de police actuels savent le traiter, même si c'est difficile.

Mais le risque du 11-septembre n'est pas celui-là, car le principe d'action est tout différent. Le mode opératoire est d'utiliser un minimum de moyens (quelques kamikazes formés au pilotage et armés de couteaux, ou quelques porteurs de bombes artisanales dans le métro) pour un maximum d'effet spectaculaire (plusieurs semaines d'omniprésence médiatique mondiale et une vague de psychose collective). Certes, quelques milliers de civils morts, c'est beaucoup, mais les catastrophes naturelles ou les conflits actuels en Afrique et au Moyen-Orient en font beaucoup plus dans des temps très courts. La question n'est pas quantitative ni d'efficacité militaire, mais médiatique : produire un événement spectaculaire dont les images passeront en boucle dans les médias de manière obsessionnelle, et répandre ainsi la terreur dans les esprits.

La solution est d'imposer un traitement informationnel sobre pour ces événements, mais c'est aller contre toute la logique du système médiatique qui a besoin de telles images choc pour capter l'attention du public. Il ne sera pas aisé d'obtenir une telle attitude des magnats de l'audiovisuel, mais c'est là où le pouvoir régalien de l'État en matière de sécurité doit s'imposer,

pour arrêter un mécanisme commercial que nos ennemis savent mettre en branle et utiliser contre notre pays.

8/ Le mercenariat

1989 marque à la fois le terme de la carrière de Bob Denard aux Comores, et la création de la première grande SMP, *Executive Outcomes*, en Afrique du Sud. Avec un sens aigu du marketing, les Anglo-Saxons ne parleront désormais plus de mercenaires mais de sociétés militaires privées, mais il n'y a pas de différence, sauf l'industrialisation du principe.

Aujourd'hui, les SMP fournissent plusieurs dizaines de milliers de combattants en Irak, en Afghanistan et dans d'autres lieux de tensions, où ils assurent des actions très diverses allant de la protection des personnes et des sites sensibles, à la formation et au conseil des nouvelles armées de ces pays, en passant par l'appui logistique et le renseignement. Ces SMP travaillent pour les armées, mais aussi pour des ONG, pour l'ONU, pour des entreprises, etc. Aussi le livre blanc est-il hypocrite quand il compte la privatisation de la violence privée parmi les facteurs de risque contemporains (p. 28) alors que les alliés avec qui la France veut resserrer ses liens via l'OTAN, et l'ONU qui légitime ses interventions internationales, intègrent pleinement les SMP dans leurs opérations.

Le mercenariat n'est ni bon ni mauvais en soi : tout dépend de l'usage qui en est fait. Mais il est potentiellement dangereux, d'où la nécessité de l'encadrer étroitement pour ne pas retomber dans les dérives des barbouzes. En réalité, ces armées privées offrent plusieurs avantages : leur emploi est souple, elles peuvent constituer une réserve aguerrie rapidement mobilisable, leurs combattants tués ne sont pas comptabilisés, ce qui réduit l'effet psychologique des décès sur l'arrière, elles permettent de sécuriser des ressortissants ou des entreprises en des lieux où l'armée française ne peut pas être officiellement présente... Bref, c'est un outil utile pour les situations complexes comme celles du temps présent, et intéressant en période de restriction budgétaire. Il est regrettable que ce Livre blanc n'ait pas été l'occasion de réviser la loi de 2003 qui pénalise tout mercenariat en France et en abandonne le marché mondial aux sociétés américaines.

Au final, ce livre blanc ne fait que la moitié du chemin sur nombre de questions graves. À leur habitude, les militaires ne se sont pas imposés lors de sa préparation, selon une conception très abusive du « devoir de réserve » à laquelle les politiques ne manquent jamais de les renvoyer pour conserver la main sur ces dossiers : l'armée en est logiquement la grande perdante. Si la défense et la sécurité de la France doivent vraiment susciter l'« adhésion de la nation » (p. 299 ss.), cela ne se fera que dans un échange sincère et ouvert où les armées doivent prendre leur place.

***Lucien Chardon** est essayiste, civil, et tient à préciser que ses propos n'engagent que lui-même.

Pour en savoir plus

- Le site officiel du [Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale](#)
- [Armées : une réforme de plus, sous protectorat](#), par le général Jean-Germain Salvan
- [Un livre blanc de la défense... déjà obsolète](#), par Ramu de Bellescize

18:45 Publié dans [Défense](#) | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(8\)](#) | [Envoyer cette note](#) | Tags : [livre blanc](#), [défense](#), [sécurité nationale](#)

Commentaires

Le Livre Blanc de la défense et de la Sécurité Intérieure ne tient aucun compte du problème posé par la décomposition du Réseau social dans les banlieues qui deviennent des zones de non-droit.

Seul une volonté politique ferme et humaine peut apporter des solutions à cette situation inédite et gravissime pour l'avenir.

C'est ce que j'ai développé dans ma note « Si vis pacem para bellum » :

http://euroclippers.typepad.fr/mon_weblog/si_vis_pacem_para_bellum/index.html

D'autre part il faudrait arrêter de prendre nos militaires pour des « pauvres cons » comme pourrait le dire très bien Nicolas Sarkozy et j'espère qu'il va rendre prochainement public un détournement de fonds publics considérable dont la Défense subit encore les conséquences tant morales que financières :

http://euroclippers.typepad.fr/alerte_ethique/

Les choix sont insuffisants et ne tiennent pas compte de la situation politique de la planète qui demande la création d'une force de Gendarmerie planétaire extrêmement puissante.

D'ailleurs le choix de faire plus ou moins disparaître la Gendarmerie me semble totalement erroné.

Pour faire face au risque islamiste il faut transformer nos militaires en Gendarmes capables d'intervenir n'importe où sur la planète et ceci d'une façon humaine, et c'est d'ailleurs le rôle de nos Opex.

L'avenir passe par le développement de la Gendarmerie - en transférant progressivement nos forces de combat en son sein- et surtout pas par sa dissolution.

Jean-Charles Duboc

Écrit par : [Jean-Charles DUBOC](#) | 04 juillet 2008

Je trouve l'article de Lucien Chardon fort intéressant et pertinent. Surseoir à la construction d'un second porte-avions est une faute stratégique majeure, qui neutralise en grande partie notre force Aéronavale (cf les grands carénages du Charles de Gaulle, sans compter sa neutralisation en cas de conflit ...) Le problème de notre force sous marine stratégique est fort bien évoqué. Voilà, enfin, mis sur table un dossier majeur qu'il faudra bien traiter sérieusement. Certes le programme nucléaire de la France reposait-il sur des choix majeurs reposant sur la dissuasion qui a certainement joué un rôle déterminant durant la guerre froide, mais force est de constater que les présidents qui ont exercé la responsabilité de chefs des armées n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités: C'est à eux, au premier chef, que revenait le devoir de développer, à temps, avec les responsables militaires d'active (et de réserve) de nouvelles stratégies adaptées à la nouvelle situation géopolitique de défense créée par la chute du mur de Berlin! A ce sujet, il n'ont quasiment rien prévu et rien fait !
Monstrueux !

Aujourd'hui, il faut considérer une réalité capitale: L'actuelle Europe à 27 et l'abandon de notre liberté politique: notre armée... oui mais pour défendre qui ? La France n'a-t-elle pas abandonné sa souveraineté ? Car le premier rôle de l'armée est bel et bien de défendre, au premier chef, son propre pays. Messieurs les ministres et députés, vous qui, en congrès, avez remis les clefs de la maison France à la commission de Bruxelles, ne fallait-il pas regarder d'un peu plus près, les tenants et aboutissants de vos décisions sur un plan crucial: celui de la défense de la France d'aujourd'hui et de demain, sans oublier ceux qui sont morts pour défendre la mère patrie... seraient - ils morts pour rien ou pour une entité qui s'avère plus

politico-financière qu'humaine ? les français attendent des réponses à ces questions majeures ;
Peut-être même les Irlandais ont-ils fait preuve de plus de réalisme que leur voisins français, à
qui, après tout, on n'a pas demandé leur avis !
Voilà quelques points à considérer, entre autres ...

Jean François Lécluse

Écrit par : LECLUSE Jean François | 04 juillet 2008

Ligne Maginot ?

A l'époque elle était au moins cohérente avec le scénario de la menace envisagée, même si elle
a été contournée par une autre.

Les recommandations d'une association loi de 1901 (le Haut comité français pour la défense
civile) reprises dans le livre blanc et des déclarations sur la défense globale ne suffisent pas
pour fonder une doctrine et une politique .

La politique de protection des populations ? Deux ministères, l'intérieur et la santé, s'en
disputent le pilotage sans même pouvoir indiquer leur priorité en interne ! . Les effectifs
opérationnels de ces ministères capable de bâtir un système unique cohérent sont totalement
dispersés, ne laissant à Paris que des gestionnaires ou des courtisans n'ayant même pas
l'ambition de la moindre coordination.

La rénovation du dispositif ORSEC, laisse les départements se débrouiller au gré de l'humeur
des préfets beaucoup plus préoccupés de « développement durable » ou autres effets de
mode..

Maginot ? Ca commence comme MAM.....

Le renseignement

Avant de chercher il faut savoir ce que l'on veut et pourquoi . On en revient à votre remarque
sur la politique étrangère: quelle ambition ?

Ensuite, le regroupement et le traitement de l'information trouvée est un travail qui nécessite
du monde, de la méthode , de l'expérience bref, ce n'est sans doute pas la voie qui va être suivie
ou les budgets iront encore aux industriels qui pourront envoyer un satellite de plus, avant
même que l'énarque de service au MAE ait téléphoné au ministère des armées pour lui
demander de le « faire décoller » (Sic).

Terrorisme et communication

« Imposer un traitement informationnel sobre » serait une attitude Régaliennne. Oui , à
condition que l'Etat Régalien dispose d'un crédit de confiance initial suffisant. Sinon les médias

et l'opinion suspecteront une censure qui cache des faits , des menaces ou des incuries pires que ceux qu'on aura laisser paraître par crainte d'être « anxigène ».

Les militaires sous représentés ?

Que ce soit dans la commission ou dans les auditions, il semble qu'ils ont pu se faire entendre. Par contre, la défense n'étant pas seulement militaire, les risques sanitaires de grande ampleur, de toutes origines, ayant été soulignés par ailleurs, on peu s'étonner qu'il n'y ait pas eu un seul représentant de la santé dans la commission, ni au titre du ministère, ni au titre du collègue des experts...

Cela n'a d'ailleurs pas dérangé le Haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de la santé.

Maginot... ça finit comme Bachelot

Écrit par : Alain de Chantérac | 05 juillet 2008

Très intéressant mais troublant pour notre avenir : en baissant la garde, la France est menacée d'un nouveau "juin 40" avec, en plus, la possibilité d'être "atomisée" si l'impulsivité du chef de l'Etat lui a fait déclancher le feu nucléaire ...

Écrit par : Jean FLOURIOT | 05 juillet 2008

Quand se décidera-t-on à faire le procès du gaullisme et de son chef, dont le bilan dans la gestion de la France a été catastrophique ? L'état de nos armées en est une des plus belles illustrations si on peut dire.

Rappelons que les trois grands chantiers ouverts par le général De Gaulle à son retour au pouvoir étaient dans l'ordre : la Constitution, l'Algérie et la force de frappe, trois échecs majeurs dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences.

La Constitution, comparée à celle d'autres pays, se révèle hautement instable. On ne cesse de la modifier, les épisodes de cohabitation ayant montré ses limites, l'exécutif et le législatif se neutralisant. L'hyperprésidentialisation actuelle effectuée par dérives successives, ne fait qu'accentuer notre déséquilibre institutionnel. La nième modification en cours ne fait que souligner cette instabilité.

Or en 1958 De Gaulle avait tous les pouvoirs pour imposer une constitution de type fédéral, qui

paraît bien correspondre aux Etats modernes, comme l'Allemagne ou l'Espagne, c'était en outre la seule chance de maintenir l'Algérie dans la République, fût-ce au prix d'une indépendance accordée dans des conditions moins honteuses que celles qui prévalurent.

Malheureusement en tournant le dos à la Méditerranée, le visionnaire de 1940 frappé de cécité tournait le dos à notre avenir. La "FrançAlgérie" à laquelle il pouvait donner corps dans une fenêtre unique de l'Histoire, pèserait actuellement 90 millions d'hommes et serait la première puissance d'Europe en ayant la maîtrise de l'énergie.

Au nom de la grandeur, le "grand homme" abaissait définitivement notre pays aux applaudissements de la gauche internationaliste.

Venons-en à l'Algérie. Les reniements successifs de De Gaulle, ses ruses politiques de bas niveau, ont conduit à un drame absolu dont la France ne s'est toujours pas relevée. Comment qualifier autrement l'épuration ethnique dont ont été victimes 1 million de citoyens français, et qui devait coûter la vie à 50 à 100.000 d'entre eux. Les plaies ne sont toujours pas refermées, en témoignent les virulentes polémiques qui resurgissent à chaque évocation de ces tristes évènements.

Si au moins ce pays s'était développé grâce à ses richesses pétrolières et gazières. Il n'en est rien, 50 % des algériens vivent au dessous du seuil de pauvreté leur pays miné par la corruption étant déchiré par une guerre civile qui n'a jamais cessé. Conséquence funeste de la livraison d'un pays, qui était le plus moderne d'Afrique avec l'Afrique du Sud, à une poignée de terroristes sanguinaires qui l'ont mis en coupe réglée et foulent aux pieds les droits de l'homme avec cynisme.

Echec absolu donc, il suffit de voir nos relations avec ce pays, qui a pour conséquence une émigration régulière vers notre pays, qui "se bougnoulise" selon les termes délicats utilisés par De Gaulle pour justifier son dégageant dans le déshonneur, car n'en déplaise à beaucoup qui entendent célébrer le 19 mars 1962 qui a marqué le début d'un "pogrom" honteux, la France et le général De Gaulle se sont déshonorés dans cette affaire.

Reste enfin l'armée avec la création de la force de frappe. Celle-ci rappelons le au passage fut "cassée" par De Gaulle comme en 1940-45, avec des divisions qui perdurent elles aussi. Encore une fois le visionnaire de 1940 n'a rien vu venir avec la montée en puissance du terrorisme.

Or avec la perte de l'Algérie et de son potentiel, il est évident que la France n'avait plus les moyens financiers et militaires d'un grand Etat. Outre l'aspect moral parfaitement constestable, au regard de la morale chrétienne et même de la morale tout court, qui consiste à faire peser sur des populations civiles une menace équivalant à 100 fois Hiroshima, que peuvent nos sous-marins nucléaires dont le coût est exorbitant face à la menace terroriste ?

La vérité est que notre armée a été sacrifiée aux lubies d'un homme décidant solitairement, et uniquement soucieux de son prestige personnel qu'il assimilait faussement à la grandeur de la France.

Les conséquences de ces erreurs majeures nous allons continuer de les payer très cher, car on ne revient pas facilement en arrière. Notre malheureux pays est moralement brisé, l'élite de sa jeunesse le fuit et est remplacée par une immigration africaine massive non qualifiée.

C'est en vain qu'on rechercherait des raisons d'espoir. En tout cas, tant qu'on n'aura pas clairement identifié les responsabilités dans les trois domaines que je viens de citer brièvement, nous continuerons à nous enfoncer.

En dehors de l'appel du 18 juin de 1940 qui a fait la fortune politique de De Gaulle, le reste de sa carrière a été un désastre pour notre pays.

Écrit par : Richier Jean-Manuel | 06 juillet 2008

@ M. Chardon:

Autant je comprends et partage votre opinion sur le livre blanc, autant je ne comprends pas bien votre position sur le nucléaire.

Vous plaidez pour une réduction du budget nucléaire, voire pour sa remise en cause intégrale. Fort bien. Vous dites qu'elle est inefficace, puis dans le paragraphe suivant, vous proposez un exemple où cette arme pourrait s'avérer utile, ce qui impliquerait, évidemment, une montée aux extrêmes particulièrement rapide.

Quant à entretenir un ressentiment dans les pays qui n'en ont pas, est-ce vraiment un souci quand le but est de protéger le pays contre toutes les attaques ? L'image de mon pays est un peu le cadet de mes soucis, je préfère dormir tranquille.

Enfin, malgré mon catholicisme forcené, je ne suis pas sûr que le point de vue de l'Eglise soit utile ici, dans le sens où, de toute manière, l'Eglise est hostile à l'usage de la force. Mais gouverner c'est prévoir, et prévoir toutes les éventualités, voire les pires, donc il me semble qu'on ne peut se retirer du programme nucléaire, uniquement parce que l'Eglise le souhaiterait. Pas besoin que je vous rappelle l'équilibre de la terreur, après tout nul ne sait ce que peuvent être les ambitions de la Chine ou de la Russie à long terme.

Qu'on puisse repenser à son périmètre, soit, qu'on puisse le remettre en cause, je ne vois pas

bien pourquoi.

Écrit par : [Polydamas](#) | 09 juillet 2008

« pour les quinze ans à venir, il ne semble plus que la France coure le risque d'une invasion » : voila bien une affirmation absurde, puisque l'invasion est déjà en cours. Qu'elle s'effectue par des moyens d'apparence pacifique (infiltration, usage abusif de titres de court séjour, etc.) ne la rend que plus difficile à combattre, d'autant qu'elle dispose d'une puissante tête de pont et de nombreuses complicités.

Écrit par : michel | 11 août 2008

Monsieur Lucien Chardon, étant donnée la pertinence de votre excellente analyse - que j'approuve sans réserve - je pense intéressant et suggère que vous participiez (gratuit, avec très bon buffet à midi) au colloque du 17 septembre prochain organisé à la Maison de la Chimie (28 r. St Dominique, Paris 7ème) par la Fondation pour la Recherche Stratégique (<http://www.frstrategie.org> et m.pion@frstrategie.org) sur "Le Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale: Et après ?". J'y serai moi-même présent.

Écrit par : de Rostolan | 06 septembre 2008

Écrire un commentaire

Votre nom :

Votre email :

Votre URL :

Votre commentaire :

Retenir mes coordonnées :

S'abonner au fil de discussion :

Aperçu

Envoyer

[Créer un blog sur Hautetfort](#)

[Les derniers blogs mis à jour](#) | [Les dernières notes publiées](#) | [Les tags les plus populaires](#)

[Déclarer un contenu illicite](#) | [Mentions légales de ce blog](#) | [Hautetfort](#) est une marque déposée de la société blogSpirit | Créez votre [blog](#) !